

# Les OCI doivent devenir des acteurs fondamentaux du dialogue Nord-Sud



Tout anniversaire fournit une occasion exceptionnelle: celle d'une évaluation rigoureuse du travail accompli et d'une projection audacieuse vers l'avenir.

Si la raison d'être des organismes de coopération internationale (OCI) c'est le développement des peuples, nos organismes comptent aujourd'hui, pour le réaliser, sur un potentiel et des acquis inégalés: des bases d'appui réelles, un engagement social clair, de la volonté, de l'énergie et de l'expérience. Les OCI ont fait beaucoup pour le développement des peuples et pour la sensibilisation de l'opinion publique d'ici aux réalités du tiers-monde. La reconnaissance et le prestige dont nos organismes bénéficient aujourd'hui, par-delà les critiques justifiées qui leur sont faites, constituent sans doute la preuve la plus concrète de la qualité du travail réalisé durant toutes ces années.

Toutefois, l'auto-encensement, la glorification de ses succès, l'oubli de ses erreurs, l'ignorance de ses limites ne sont pas les manières les plus dynamiques de se tourner vers l'avenir. Pour relever les défis qui s'annoncent, il nous faut sortir du statu quo, de nos routines, de nos mythes.

Pour l'opinion publique, un tant soit peu informée, il existe trois types d'OCI:

1. ceux qui aident les pays pauvres;

2. les organismes de solidarité et d'éducation;
3. ceux qui réalisent de modestes projets de développement, au niveau local, dans le tiers-monde.

Pour cette opinion publique – et pour les OCI eux-mêmes, pourquoi pas? – le dénominateur commun de l'action réalisée par ces organismes, c'est l'aide. Concept passe-partout, moralement intouchable, politiquement neutre, rentable lorsqu'il s'agit de recueillir des fonds, ce mot, à la fois dit tout et ne dit rien. La réalité, elle, est plus choquante: la contribution des OCI au développement des peuples reste marginale, si on la compare à celles des gouvernements et des organismes multilatéraux; ces dernières, à leur tour, sont insignifiantes, en regard de la véritable nature des problèmes à résoudre.

Bien sûr, les OCI ne prétendent pas changer le monde, ni être l'élément moteur du développement. Parviennent-ils toutefois à réaliser leur objectif fondamental de contribuer au développement des peuples? Pour qui s'intéresse à ces problèmes, il n'y a pas de mystère: l'amorce d'un véritable développement du tiers-monde passe par l'établissement d'un nouvel ordre économique international. Ne sont-ce pas les relations économiques et politiques inégales entre pays du Nord et pays du Sud, rela-

tions léguées par l'histoire, qui font obstacle au développement?

Faut-il pour autant conclure à l'inutilité du travail des OCI? Perdrions-nous notre temps? La réponse n'est pas si simple, elle appelle quelques nuances. Le dialogue Nord-Sud est un processus complexe qu'il vaut d'examiner mieux dans ses multiples dimensions.

De la mise en place du système issu des accords de Bretton-Woods (1944) qui accouche du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et puis du GATT, à la création du groupe des pays non-alignés (années '50), aux revendications pour le nouvel ordre économique international (1974) et aux recommandations de la commission Brandt pour une juste interdépendance entre les nations (1980), il s'est passé plusieurs décennies.

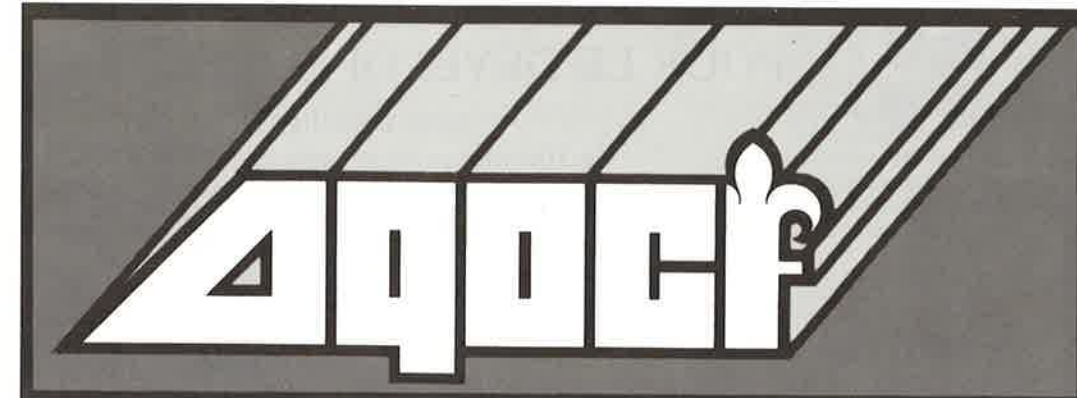
La lente évolution du dialogue Nord-Sud montre une fois de plus qu'il n'y a pas de charité dans les relations internationales. Toujours la défense des intérêts nationaux supplante l'attention aux problèmes mondiaux, non seulement ceux de l'injustice et de l'hypocrisie politiques et économiques mais aussi ceux de la paix. Il revient aux pays du Sud d'opérer une rupture intelligente dans le système international actuel pour accéder enfin au développement. Mais ces pays n'ont pas l'homogénéité et la cohésion suffisantes pour imposer leurs vues. Et à

la veille du XXI<sup>e</sup> siècle, nous nous retrouvons avec ce scandale: plus d'être humains meurent de faim que jamais auparavant dans l'histoire!

Durant toutes ces années, qu'ont fait nos organismes de coopération et d'éducation internationales pour dépasser les limites du dialogue Nord-Sud et pour surmonter les obstacles au développement? Il y a eu, bien sûr, ces millions de dollars affectés à des projets de développement, l'envoi de milliers de coopérants, le secours d'urgence, la sensibilisation du public. Mais nos organismes cèdent de moins en moins à la tentation de croire que ces actions permettent de résoudre les problèmes actuels du tiers-monde.

Ce jugement peut sembler pessimiste et démobilisateur. Pourtant, il ne l'est pas. Car plus que jamais auparavant, l'importance et l'originalité de l'action des OCI et des ONG en général (organismes non gouvernementaux) sont reconnues et soulignées par les gouvernements et tous les milieux engagés dans le développement. Tant au Nord qu'au Sud, on reconnaît les mérites de l'approche non gouvernementale, soucieuse d'agir dans le respect des cultures et dans la participation réelle des individus et des groupes organisés aux projets de développement. Et on voit se multiplier les forums internationaux où ONG du Nord et du Sud com-

## L'AQOCI, BOUJOUR!



L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) regroupe 39 organismes de coopération et d'éducation internationales.

Ces organismes comptent quelque 400 employés permanents au Québec. Ils sont actifs dans une quarantaine de pays du tiers-monde où ils comptent près de 600 coopérants et coopérantes et soutiennent des projets pour près de 25 millions \$. Ces organismes réalisent ici au Québec un travail d'éducation et de sensibilisation du public aux réalités du tiers-monde et du développement.

mentent à se concerter pour élaborer et réaliser conjointement des projets. Peut-être l'heure est-elle venue d'amorcer entre les citoyens ce dialogue Nord-Sud que les États n'ont pas été capables de mener à bien? Peut-être le partenariat inter-ONG du Nord et du Sud sera-t-il plus fécond que le parlement des nations?

Au Nord comme au sud, les OCI doivent se transformer en acteurs politiques du développement. Ils devront promouvoir leurs objectifs et les faire partager au plus profond de nos sociétés. Mais ils devront aussi les défendre et les faire valoir sur la place publique, dans les médias, et là où se prennent les décisions; au parlement, dans les gouvernements, dans les grands organismes internationaux. Il ne suffit plus d'être la conscience morale des problèmes de développement.

Nos OCI ont un rôle majeur à jouer, car le Canada, pays sans passé colonial, puissance intermédiaire, est reconnu comme un défenseur du système multilatéral et il est respecté dans le tiers-monde. Le Québec, pour sa part, occupe, lui aussi, une situation fort particulière, à la jointure du Nord et du Sud.

Membre de la francophonie, il s'y retrouve aux côtés des pays de l'Afrique francophone. Situé en Amérique, il se trouve lié à l'Amérique latine. Le Québec peut donc se forger une place et un rôle fort ori-

ginal sur l'échiquier international, tant par son influence que par son action réelle en faveur du développement. Dans ce contexte, les associations provinciales d'organismes de coopération, comme l'AQOCI, et leur association nationale, le Conseil canadien de la coopération internationale (CCCI) ont un rôle décisif à jouer dans la promotion d'une véritable coopération, autant auprès du public que des *preneurs de décisions*.

À l'aube d'une deuxième décennie d'activité à l'AQOCI, nos efforts doivent aller à consolider la communauté des OCI québécois. Si nous arrivons à mieux partager nos objectifs, à les exprimer collectivement avec plus de force et à élaborer une stratégie cohérente et à long terme d'action, la diversité de nos organismes constituera un atout considérable puisque nous ferons alors converger vers des objectifs communs des ressources et des acteurs diversifiés.

Nous serons alors en mesure de mieux répondre à ce qu'exigent de nous l'humanité et l'histoire, aux côtés des peuples du tiers-monde qui, à partir de leur histoire, de leurs expériences et de leurs cultures remarquables, sont déjà en train de changer le visage de l'humanité.

Jaime Llambias-Wolff,  
directeur général de l'AQOCI.